traires à celle qui précède, sont et demeurent abrogés.

M. Clark présente la résolution suivante, qui est lue deux fois et adoptée sur dispense des règlements :

Résolu que l'adjudication du contrat pour les ponts au bois du Second District, à Thomas Kearney, principal, et Richard Barry, caution, soit et demeure approuvée.

M. Clark présente la résolution suivante, qui est lue deux fois et adoptée, sur dispense des règlements :

Résolu que E. A. Michel, sergent d'armes de ce Conseil, soit et demeure requis de préparer un index des ordonnances et résolutions passées par le Conseil Commun de la ville de la Nouvelle Orléans, du 29 Mars dernier à ce jour, et de le continuer pour l'usage du Conseil des Aldermen.

Une pétition de divers citoyens, demandant le privilège de construire un chemin à coulisses des limites septentrionales aux limites méridionales de la ville, ayant été lue—

M. Converse présente la résolution suivante, qui est adoptée sur dispense des règlements :

Résolu que la pétition de citoyens, demandant le privilège d'établir un chemin à coulisses dans la ville, pour des chars à chevaux seulement, soit référée à un comité conjoint de conférence de quatre membres du Conseil des Aldermen, pour se réunir à un comité semblable des Assistants-Aldermen.

MM. Converse, Labatut, Burke et Claiborne sont nommés du dit comité.

M. Converse présente la résolution suivante, qui est lue deux fois et adoptée, sur dispense des règlements :

Résolu, que le commissaire des rues ne pourra, après le passage de cette résolution, employer à l'usage de son département, dans un district quelconque de cette ville, plus de cinq hommes, chevaux et charrettes, à moins d'un ordre du comité des rues et débarcadères du Conseil Commun, ou excepté quand il sera forcé de faire l'ouvrage de quelque contractant en défaut, et pour cela seulement ; que son tableau de paiement mensuel spécifiera le montant requis pour le travail régulier, ainsi que le montant requis ou payé pour l'ouvrage fait pour le contractant en défaut.

Sur motion de M. Burke, le comité des rues et débarcadères est requis de s'enquérir de la nécessité à acheter le quai, etc., bâti par Paradise, Lawrason & Co., dans le Quatrième District.

La résolution suivante, présentée par M. Clark, est adoptée, sur dispense des règlements :

Résolu que les personnes dont les noms suivent soient nommées juges et greffiers de l'élection pour Gouverneur et autres officiers de l'Etat, qui aura lieu le quatrième lundi de Décembre, prochain, aux endroits ci-après indiqués :

Premier precinct—Chez P. Kramer, encoignure Annonciation et de la Course. Juge, M. Martin ; greffier, H. J. Leovy.

Second precinct—Café de J. Henderson, station aux chevaux. Juge, James Dunlap ; greffier, J. J. Osborne.

Troisième precinct—Ecole Fulton Juge W. Monaghan ; greffier, T. Diamond.

Quatrième precinct—Case à pompe No 18. Juge, J. M. Cass ; greffier, David Caldwell.

Cinquième Precinct — Case à pompe No 2. Juge, W. E. Seymour ; greffier, L. C. Dillard.

Sixième Precinct—Case de la Compagnie des Tuyaux de la Louisiane, encoignure Perdido et Carondelet. Juge, W. C. Auld ; greffier, W. H. Beecher.

Septième Precinct—Chez A. O. Donnell, rue Poydras. Juge, J. C. Stewart ; greffier, Geo. Doane.

Huitième Precinct — Hotel Conti. Juge N. Richards ; greffier, M. E. Canon.

Neuvième Precinct—Case à Pompe No 15, encoignure Basin et Conti. Juge, L. J. Harris ; Greffier, R. Abbott.

Dixième Precinct — Café Jefferson, rue de Chartres. Juge, Wm Andry ; greffier, O. Andry.

Onzième Precinct—Café d'Orléans, rue d'Orléans. Juge, C. Oger ; greffier, A. Déjean.

Douzième Precinct—Café de F. Altman, encoignure Marais et Orléans. Juge, P. Deverges ; greffier, L. Courcelle.

Treizième Precinct—Case à pompe No 4, rue de l'Hôpital, entre Royale et Bourbon. Juge, C. Correjolles ; greffier, J. Dufour.

Quatorzième Precinct — Au café à l'encoignures Est du Chemin du Bayou et de la rue St Claude. Juge, H. Guyol ; greffier, John Baron.

Quinzième Precinct — Ecole publique, rue des Grands Hommes. Juge, A. B. Farge ; greffier, A. Ceraby.

Seizième Precinct—école publique à la Halle Bretonne, sur le Chemin du Bayou. Juge A. Viavant ; greffier, P. Casenave.

Dix-septième Precinct — Hôtel Washington. Juge, A. O'Neil ; greffier, John Jacobs.

Dix-huitième Precinct — Case à pompe No 8. Juge, J. McLean ; greffier, J. B. Hernandez.

Dix-neuvième Precinct—Dépot du Chemin de fer du Golfe du Mexique. Juge, George Hooper ; greffier, Alfred Ducros.

Vingtième Precinct—Chez M. Gare, encoignure Montégut et Royale. Juge, F. Daubert ; greffier, R. Winn.

Vingt-unième Precinct—Maison Chenneville, encoignure Congrès et Levée. Juge, J. Charbonnet ; greffier, R. Bachemin.

Vingt-deuxième Precinct — Dixième Ward, Quatrième District, à la Maison de Cours. Juge W. C. Terrell ; greffier, Wm Gillmore.

Vingt-troisième Precinct—Onzième Ward—Quatrième District, case à pompe No 23. Juge C. Auch ; greffier, R. O. Smith.

Les résolutions suivantes, passées par le Conseil des Assistants-Aldermen, sont lues deux fois et adoptées, sur dispense des règlements.

Résolution autorisant le paiement de $70 à D. M. Dowler.

Résolution autorisant le Maire à faire divers contrats avec MM. J. Ahern, Jas Walsh, Thos Hennessey, Pat Flynn, P. S. Byrne, D. S. Dewees et E. D. White.

Résolution autorisant Cook, Young & Co., à construire une machine à vapeur chez eux, dans la rue du Camp.

Résolution autorisant la suspension du procès contre P. J. Cockburn.

Résolution permettant à L. P. Catoir de construire temporairement un pavillon sur le terrain neutre de la rue du Canal.

Résolution prohibant l'usage des pétards dans les rues Publiques.

La résolution suivante, adoptée par le Conseil des Assistants-Aldermen, est sanctionnée, avec un amendement :

Résolu que le Maire soit et demeure requis de demander à M. Hugh Grant de délivrer immédiatement les livres de plans de l'ex-ville de Lafayette, que ces livres soient ou non achevés.

M. Burke présente l'amendement suivant, qui est adopté :

"Et que s'il essuie un refus, l'Avocat de la ville soit requis de poursuivre les sécurités du dit Grant."

Les résolutions suivantes, adoptées par le Conseil des Assistants-Aldermen, sont sanctionnées, avec un amendement, sur dispense des règlements :

Résolutions augmentant les cadres de la Police ; autorisant la réparation et l'achat de chapeaux et de crecelles pour les hommes de garde ; pourvoyant à la construction d'une nouvelle cloche, au Corps-de-Garde de la rue Robin ; et ordonnant les réparations du bureau du Recorder du Troisième District.

La première de ces résolutions étant lue comme suit :

Résolu que Son Honneur le Maire soit et demeure autorisé à augmenter les cadres de la police de cette ville, de trente hommes, qui seront placés dans le Premier District—

Est amendée, sur motion de M. Clark, de manière à en effacer les mots "qui seront placés dans le Premier District."

Une résolution adoptée par le Conseil des Assistants-Aldermen, autorisant la vente du contrat au sujet des banquettes de la rue Joséphine et du Chemin de la Félicité, est référée au comité des Rues et Débarcadères.

Et, une résolution ordonnant le transfert de la manufacture de suif, dans la rue Quatrième, Quatrième District, est référée au comité de Police.

L'appel nominal, réclamé sur l'adhésion à la résolution suivante, passée par le Conseil des Assistants-Aldermen, donne le résultat suivant :

Oui—MM. Lugenbuhl et Clark—2.

Non—MM. Burke, Converse, Gasquet, Harris, Labatut et Sewell—6.

La résolution n'est donc pas sanctionnée.

Résolu que le Trésorier paie, sur le mandat du Contrôleur, à John McVittie, la somme de $2,257 80, pour travaux faits à l'école des rues Bienville et Robertson, celle de la rue Claiborne et celle de la rue Ste. Anne, dans le Second District.

Les résolutions suivantes, adoptées par le Conseil des Assistants-Aldermen, sont, sur motions rejetées.

Résolu autorisant le paiement de neuf cent quarante-neuf piastres à Jno McVittie.

Résolu autorisant le paiement de trois cent cinquante-trois piastres à Jno McVittie.

Lecture est faite du message suivant :

Nlle-Orléans, 14 Décembre, 1852.

Au Président et à MM. les Membres du Conseil des Aldermen de la ville de la Nlle-Orléans.

Messieurs—Sous ce pli, je transmets à Votre Honorable Corps une résolution passée aujourd'hui par le Conseil des Assistants-Aldermen, au sujet de la vente du revenu des bateaux vendant des huîtres, à laquelle vous êtes respectueusement invités à adhérer.

J'ai, etc.,
Votre obéissant serviteur,
WALTER H. PETERS, Secrétaire.

Les résolutions relatives à la vente du revenu sur les bateaux appartant des huitres sont lues et sanctionnées, sur dispense des règlements.

Lecture est faite du message suivant :

CONSEIL DES ASSISTANTS-ALDERMEN.
Nlle. Orléans, ce 23 Novembre, 1852.

A l'Honorable Président et MM. les Membres du Conseil des Aldermen de la Ville de la Nouvelle-Orléans.

Messieurs — Permettez-moi de vous transmettre l'ordonnance suivante, à laquelle vous êtes respectueusement invités à donner votre adhésion, à savoir :

Ordonnance concernant le Département à Incendies de la Ville de la Nouvelle-Orléans, et pourvoyant à son maintien (étant un substitut à l'ordonnance passée par votre Honorable Corps, sous le même titre, le 28 Mai dernier.)

Je suis, très respectueusement,
Votre très obéissant serviteur,
WALTER H. PETERS, Secrétaire.

Sur motion de M. Clark, l'ordonnance du Conseil des Assistants-Aldermen, concernant le Département des incendies de la Ville de la Nouvelle-Orléans, et pour pourvoir à son maintien, est mise à l'ordre du jour, pour la séance prochaine.

Lecture est faite du message suivant :

CONSEIL DES ASSISTANTS-ALDERMEN.
Nlle. Orléans, 14 Décembre, 1852.

A l'Honorable Président et à Messieurs les Membres du Conseil des Aldermen.

Messieurs — Permettez-moi de vous transmettre les résolutions suivantes, passées par votre Honorable Corps, et de vous notifier du concours du Conseil des Assistants-Aldermen, à savoir :

Résolution autorisant le Voyer à préparer un plan et les spécifications d'une bâtisse en briques qui sera construite dans l'îlot où la nouvelle Maison de Refuge est située.

Résolution prolongeant le temps accordé à Thomas Hines, pour l'achèvement de son contrat.

Résolution pour renoncer au jugement obtenu contre D. T. Donovan (avec un amendement.)

Je suis, respectueusement,
Votre obéissant serviteur,
WALTER H. PETERS, Secrétaire.

Sur motion, le Conseil adhère à l'amendement du Conseil des Assistants-Aldermen à la résolution "pour renoncer au jugement obtenu contre D. T. Donovan.

Le Conseil des Assistants-Aldermen a amendé en effaçant le mot "renoncer" pour y substituer "reconnaître."

Lecture est faite du message suivant :

CONSEIL DES ASSISTANTS-ALDERMEN.
Nelle-Orléans, 30 Novembre, 1852.

A l'Hon. Président et à MM. les Membres du Conseil des Aldermen.

Messieurs—Sous ce pli, permettez-moi de vous transmettre les résolutions suivantes, passées parce Conseil, auxquelles vous êtes respectueusement invités à y adhérer :

Résolution autorisant le paiement de deux cents piastres à G. L. Turgeau, et de cent piastres à Thomas Hunton.

Résolution (No 646) autorisant le paiement de diverses réclamations.

Résolution autorisant l'emploi d'un commis par le Wharfinger du Premier District.

Résolution permettant à Homes et Bennett de construire une forge et une fonderie, à l'encoignure des rues Benton et Euphrosyne.

Résolution autorisant le contrat avec John Purcell, pour les banquettes de la rue des Nounes.

Résolution autorisant la vente du contrat pour les trottoirs en bois de la rue Joséphine pour des banquettes en briques, dans la rue Ellen ; pour un chemin planchéié dans la rue Euphrosyne, et des banquettes en briques dans la rue Jersey.

Résolution autorisant le contrat avec P. Fox, pour le pavage en blocs de la rue Annonciation

Résolution autorisant le Commissaire des Rues à placer une lampe à l'encoignure des rues Joséphine et Howard.

Résolution à l'effet de vendre le contrat pour les banquettes en briques autour du terrain public de la rue Claiborne.

Résolution relative au dépôt de sel sur la Levée.

Résolution autorisant le paiement de cinq cent quarante-six piastres et soixante-trois cents à G. B. Duncan, pour frais taxés, etc., dans l'affaire de Mme Myra Clarke Gaines contre Relf, Chew et autres, et autorisant l'avocat à poursuivre la dite Mme M. C. Gaines pour recouvrer ce montant.

Résolution autorisant les réparations au toit de la Maison de Cours.

Résolution autorisant les réparations aux hôpitaux de la Prison du Second District

Résolution à l'effet d'améliorer le bureau du greffier de la Seconde Cour de District.

Résolution appropriant trois mille piastres à la Maison de Refuge.

Résolution fixant le commencement des salaires des employés de la Maison de Refuge.

Résolution fixant les salaires des officiers de l'Asyle temporaire des Aliénés.

Très respectueusement,
Votre obéissant serviteur,
WALTER H. PETERS, Secrétaire

Les résolutions suivantes, adoptées par le Conseil des Assistants-Aldermen, sont lues deux fois et sanctionnées, sur dispense des règlements :

Résolution autorisant le paiement de deux cents piastres à G. L. Turgeau, et de cent piastres à Thos Hunton.

Résolution autorisant l'emploi de Conseillers additionnels par le comité de Finances.

Résolution permettant à Homes et Bennet de construire une forge et une fonderie à l'encoignure des rues Benton et Euphrosyne.

Résolution autorisant le contrat avec John Purcell, pour les banquettes de la rue des Nounes.

Résolution autorisant le contrat avec P. Fox, pour le pavage en blocs carrés de la rue Annonciation

Résolution autorisant le Commissaire des Rues à placer une lampe à l'encoignure Joséphine et Howard.

Résolution relative au dépôt de sel sur la Levée.

Résolution autorisant le paiement de cinq cent quarante-six piastres et soixante-trois cents à G. B. Duncan, pour frais taxés, etc., dans l'affaire de Mme Gaines contre Relf, Chew et autres, et autorisant l'Avocat de la ville à poursuivre la dite Mme M. C. Gaines, pour recouvrer ce montant.

Résolution autorisant les réparations au toit de la Maison de Cours.

Résolution à l'effet d'améliorer le bureau du greffier de la Seconde Cour du District.

Résolution fixant le commencement des salaires des officiers de la Maison de Travail.

La résolution autorisant le paiement de diverses réclamations (No 646) adoptée par le Conseil des Assistants-Aldermen, est sanctionnée par le vote suivant, sur dispense des règlements :

Oui—MM. Burke, Clark, Converse, Harris, Labatut, Lugenbuhl et Sewell—7.

Non—M. Gasquet—1.

Une résolution du Conseil des Assistants-Aldermen, autorisant l'emploi d'un commis par le wharfinger du Premier District, est, sur motion, déposée sur le bureau ; et

Une résolution pour vendre le contrat pour les trottoirs en bois de la rue Joséphine, les banquettes en briques de la rue Ellen, le chemin planchéié de la rue Euphrosine et les banquettes en briques de la rue Jersey, est référée au comité des rues et débarcadères.

M. Lugenbuhl propose de référer au comité des rues et débarcadères la résolution adoptée par le Conseil des Assistants-Aldermen, à l'effet de vendre le contrat pour les banquettes en briques autour du terrain public de la rue Claiborne.

Oui—MM. Clark, Gasquet, Labatut et Lugenbuhl—4.

Non—MM. Burke, Converse, Harris et Sewell—4.

Le Président votant dans l'affirmative, la motion prévaut, et la résolution est référée au susdit comité.

Les résolutions suivantes, adoptées par le Conseil des Assistants-Aldermen, sont référées au comité de la Maison de Travail et des Prisons :

Résolution autorisant les réparations aux hôpitaux de la prison du Second District.

Résolution appropriant trois mille piastres à la Maison de Refuge.

Les résolutions suivantes, adoptées par le Conseil des Assistants-Aldermen, sont lues :

Résolu que le salaire du Surintendant de l'Asile temporaire des Aliénés soit et demeure fixé au taux de sept cent vingt piastres par an, à dater du 1er Septembre dernier.

Résolu que le Maire soit et demeure autorisé à nommer un assistant à un salaire de trente piastres par mois, et une assistante à raison de vingt piastres par mois, pour aider le Surintendant de l'Asile temporaire des Aliénés.

M. Sewell présente le substitut suivant qui, avec les résolutions précédentes, est mis à l'ordre du jour pour la séance prochaine :

Résolu que la place de Surintendant de l'Asile temporaire des Aliénés soit abolie, et que W. H. Waters, le gardien actuel de la geôle de police, reçoive la somme de trente piastres par an pour un assistant qui prendra soin des dits aliénés, avec l'aide de tels hommes et femmes de la Maison de Travail que le comité de la Maison de Travail et des Prisons jugera nécessaires.

Lecture est faite du message suivant :

CONSEIL DES ASSISTANTS-ALDERMEN.
Nlle-Orléans, 14 Décembre, 1852.

A l'Honorable Président et à MM. les Membres du Conseil des Aldermen.

Messieurs—Sous ce pli, permettez-moi de vous transmettre les ordonnances et les résolutions qui suivent, passées par le Conseil des Assistants-Aldermen, et auxquelles vous êtes respectueusement invités à donner votre adhésion :

Ordonnance contre le loto.

Ordonnance relative aux limites à incendies.

Ordonnance à l'effet d'établir un taux uniforme de taxes et de licences sur les professions et industries, et sur les voitures, cabs, drays et autres véhicules.

Résolution (No 635) autorisant le paiement de divers comptes.

Résolution autorisant la mise en liberté sans comlition de Page Patterson, h. d. c. l.

Résolution acceptant la résignation de l'Assistant-Alderman J. Lanata, et pour pourvoir à cette vacance.

Résolution à l'effet de canceller les bons de W. H. Westholtz.

Résolution à l'effet de payer au Recorder Seuzeneau deux cents piastres pour la correction des tableaux d'assessement du Troisième District.

Résolution pour payer à L. Castera jr., deux cent trente-deux piastres, pour la correction des tableaux du Second District.

Résolution autorisant la vente de tout le vieux fer appartenant à la ville, et hors d'usage.

Résolution pour la pose de lampes dans le Quatrième District.

Résolution pour vendre le contrat relatif à l'exploitation de la machine à dessécher, dans le Quatrième District.

Résolution pour vendre le contrat pour la confection du pavage en blocs de la rue Tchoupitoulas, depuis la rue de la Course jusqu'aux limites supérieures du Premier District.

Résolution approuvant le contrat vendu à John Paul, pour les réparations à la case de Neptune Fire Co No 4.

Résolution allouant une pension mensuelle de dix piastres, pendant six mois, à Mme Mary Powell, Mme Mary Ann Smith, Mme Wallmer et Mme Barbary Kieser.

Résolution relative à la folie de Jno F. Fessing.

Substitut à la résolution de votre Honorable Corps, autorisant le Voyer à régler les comptes de Thos. Hynes, pour pavage fait sur le Chemin du Bayou.

Substitut à la résolution autorisant le Voyer à réparer le vieux bureau du Wharfinger du Second District.

J'ai l'honneur d'être, très respectueusement,
Votre obéissant serviteur.
WALTER H. PETERS, Secrétaire.

Une ordonnance contre le loto, passée par le Conseil des Assistants,Aldermen, est, sur motion, référée au comité de police.

Une ordonnance du Conseil des Assistants-Aldermen, définissant les limites à incendies, est référée au comité des rues et débarcadères.

Une résolution (No 685) adoptée par le Conseil des Assistants-Aldermen, autorisant le paiement de divers comptes, est unanimement sanctionnée.

Lecture est faite d'un mémoire de divers propriétaires de Théâtres dans la ville de la Nouvelle Orléans, demandant au Conseil des Aldermen de refuser son adhésion à une ordonnance adoptée par le Conseil des Assistants-Aldermen, fixant la somme à payer pour la licence de théâtre à deux cents piastres, et de restreindre cette somme au montant jadis exigé, cent piastres.

Une ordonnance à l'effet d'établir un taux uniforme de taxes et de licences sur les professions, industries et autres affaires, et sur les voitures, cabriolets, drays et autres véhicules, adoptée par le Conseil des Assistants-Aldermen, est alors prise en considération.

L'article premier est sanctionné.

Le second article est lu comme suit :

Art 2. Une taxe de deux cent cinquante piastres sera prélevée annuellement sur les personnes suivantes, à savoir :

Chaque agent d'une Banque non-incorporée par l'Etat de la Louisiane, s'occupant d'acheter ou de vendre du change pour le compte de la dite Banque.

Chaque banquier privé, ou toute personne achetant ou vendant des lettres de change, comme affaires principales.

Chaque propriétaire ou locataire d'un théâtre ou amphithéâtre.

Chaque propriétaire ou directeur d'une distillerie de liqueurs spiritueuses ou alcooliques.

M. Harris propose d'effacer les mots "chaque propriétaire ou locataire d'un théâtre ou amphithéâtre."

Le second article, ainsi amendé, est lu et adopté.

L'article 3 est lu comme suit :

Art 3. Toutes les boutiques, les tavernes, les cabarets, les cafés ou les salons de buvette, les jardins de plaisir, les arènes de coqs, ou autres établissements quelconques où l'on détaille des liqueurs spiritueuses en moindre quantité qu'une bouteille ou une pinte, seront divisés en trois classes qui seront nommées : "première classe, seconde classe et troisième classe"—La première classe paiera une taxe annuelle de cinq cents piastres : la seconde classe, une taxe annuelle de trois cents piastres ; et la troisième classe, une taxe annuelle de cent cinquante piastres. Toutes les personnes poursuivant une des professions spécifiées dans cette section, feront application au Trésorier, qui soumettra leurs demandes au comité de finances, et le dit comité les classera convenablement, *et fera un rapport au Conseil pour en obtenir l'adhésion*, et après cette classification *et l'approbation du Conseil*, le Trésorier émettra une licence conforme.

M. Clark propose d'effacer les mots "et fera un rapport au Conseil pour en obtenir l'adhésion" et les mots "et l'approbation du Conseil."

La troisième section, ainsi amendée, est sanctionnée.

La quatrième section est sanctionnée.

La cinquième section est lue comme suit :

Art 5. Une taxe de cent piastres sera prélevée annuellement sur les personnes suivantes, à savoir :

Chaque rectificateur de liqueurs spiritueuses.

Chaque brasseur de liqueurs drèches.

Chaque propriétaire d'une arène de coqs, où l'on vend des liqueurs spiritueuses.

Chaque propriétaire d'une grocerie, d'une confiserie, d'une boutique ou d'un magasin où l'on détaille des liqueurs spiritueuses, en quantité moindre qu'une bouteille ou pinte.

Chaque détaillant ou vendeur de médecines patentées ou nostrums.

Chaque engagiste, courtier d'argent, ou traficant d'argent n'ayant pas cours, ou d'or, d'argent, de métaux ou de poussière d'or.

M. Harris propose d'amender en ajoutant : "chaque propriétaire ou locataire d'un théâtre ou amphithéâtre"—et la section, ainsi amendée, est adoptée.

La 6me section est sanctionnée.

La 7me section est sanctionnée par le vote suivant :

Oui—MM. Burke, Clarke, Converse, Gasquet, Harris, Labatut et Sewell.

Non—M. Lugenbuhl.

La 8me section est sanctionnée.

La 9me section est sanctionnée par le vote suivant :

Oui—MM. Burke, Clark, Converse, Gasquet, Harris, Labatut et Sewell.

Non—M. Lugenbuhl.

La 10me section est sanctionnée par le vote suivant :

Oui—MM. Clark, Converse, Gasquet, Harris, Labatut et Sewell.

Non—MM. Burke et Lugenbuhl.

La 11me section est sanctionnée par le vote suivant :

Oui—MM. Burke, Clark, Converse, Gasquet, Harris, Labatut et Sewell.

Non—M. Lugenbuhl.

Les sections 12, 13, 14, 15, 16 et 17 sont successivement sanctionnées.

La section 18 est lue comme suit :

Art 18. Chaque agent d'une compagnie d'assurances étrangère, faisant des affaires à la Nouvelle Orléans, paiera une taxe annuelle d'avance, de un pour cent sur le montant de ses primes ; pourvu que le montant des primes, établi d'après le dernier tableau annuel, serve de base au paiement.

M. Clark propose d'amender en insérant : "et pourvu qu'aucune compagnie ne paie une taxe annuelle demoins de deux cents piastres."

La 18me section, ainsi amendée, est sanctionnée.

Les sections 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32 et 33 sont successivement adoptées, et l'ordonnance, ainsi amendée, est sanctionnée.

Sur motion, le Conseil s'ajourne à mardi, 21 Décembre, 1852, à 6 heures P. M.

Chs. CLAIBORNE, Secrétaire.

MAIRIE DE LA NOUVELLE-ORLEANS, 18 DEC. 1852.
CONSEIL COMMUN DE LA VILLE DE LA NLLE-ORLEANS.

No 483.

Résolu que le Trésorier paie les sommes suivantes sur le mandat du Contrôleur, à savoir :

G. Laroque Turgeau, pour services comme Secrétaire de l'ex-Conseil de la Troisième Municipalité, deux cents piastres.

Thomas Hunton, pour services professionnels dans le procès de H. Parish et autres contre la Municipalité No 2, cent piastres.

(Signé) FRANS ALPUENTE,
Président du Cons. des Ass.-Ald.
(Signé) W. C. C. CLAIBORNE,
Président du Cons. des Ald.
Approuvé le 18 Décembre, 1852.
(Signé) A. D. CROSSMAN, Maire.

No 484.

Résolu que le Trésorier paie les sommes suivantes, sur le mandat du Contrôleur, à savoir :

P. McCormick, pour sept charrettes de sable blanc, sept piastres.

Vapeur Union, pour avoir remorqué la machine à draguer, quinze piastres.

W. Hopkins, pour diverses clés et réparations aux serrures de l'Hôtel de Ville, sept piastres et vingt-cinq cents.

L. A. St. Céran, pour dépenses casuelles de la Mairie, cinq piastres et cinquante-cinq cents.

Artillerie Washington, pour salut en mémoire de feu Daniel Webster, quatre-vingt-six piastres et vingt cents.

John Hayman & Co., pour chaux achetée par le Commissaire des Rues, trente-quatre piastres et cinquante cents.

E. A. Michel, pour dépenses casuelles du Conseil des Aldermen, trois piastres et vingt-cinq cents.

Joseph Jacob, pour réparation de poêle, bureau du Wharfinger du Troisième District, huit piastres.

John Youenes, pour louage de cab, etc, huit piastres et trente cents.

E. Braux, pour charbon fourni aux bureaux du Maire et du Recorder, Second District, sept piastres et cinquante cents.

Delta, pour trois mois de souscription pour le bureau du Recorder, Second District, deux piastres et cinquante cents.

Orléanais, pour annonces d'élection, cent dix piastres.

John Bartchy, pour chaises à l'usage du bureau du Recorder du Quatrième District, sept piastres.

Jas Nimick, trente barils de charbon à l'usage de l'Hôtel de Ville, etc., vingt-deux piastres et cinquante cents.

Vve Schubert, trois mois de loyer du Corps-de-Garde, encoignure Annonciation et Robin, cent-vingt piastres.

Magdalene Dulman, trois mois de pension d'une jeune fille aveugle, Magdalene Eichant, dix piastres.

Léon Lavigne, propriété prise pour l'ouverture des rues St. Philippe et Ursulines, d'après jugement de la Seconde Cour de District, trois mille quatre cents piastres.

Antoine Piernas, propriété prise pour l'ouverture des rues St. Philippe et Ursulines, d'après jugement de la Seconde Cour de District, cinq cent quarante piastres.

Louis U. et Catherine Larroche, propriété prise pour l'ouverture des rues St. Philippe et Ursulines, d'après jugement de la Seconde Cour de District, deux mille huit cents piastres.

(Signé) FRANS ALPUENTE,
Président du Cons. des Ass.-Ald.
(Signé) W. C. C. CLAIBORNE,
Président du Cons. des Ald.
Approuvé le 18 Décembre, 1852.
(Signé) A. D. CROSSMAN, Maire.

No 485.

Résolu que le comite de Finances soit et demeure autorisé à employer des Conseillers pour l'examen de la réclamation de J. H. Maddox, imprimeur.

(Signé) FRANS ALPUENTE,
Président du Cons. des Ass.-Ald.
(Signé) W. C. C. CLAIBORNE,
Président du Cons. des Ald.
Approuvé le 18 Décembre, 1852.
(Signé) A. D. CROSSMAN, Maire.

No 486.

Résolu que MM. Homes et Bennett soient et demeurent autorisés à construire une forge et une fonderie sur le terrain situé à l'encoignure des rues Benton et Euphrosine, pourvu que la dite forge et la dite fonderie soient construites de manière à être d'accord avec les ordonnances en vigueur, les cheminées devant avoir au moins quarante pieds de hauteur, et le travail devant être sujet à l'approbation du Voyer.

(Signé) FRANS ALPUENTE.
Président du Cons. des Ass.-Ald.
(Signé) W. C. C. CLAIBORNE,
Président du Cons. des Ald.
Approuvé le 18 Décembre, 1852.
(Signé) A. D. CROSSMAN, Maire.

No 487.

Résolu que le Maire soit et demeure autorisé à contracter avec John Purcell, principal, et S. H. Peck, caution, pour la construction de banquettes dans la rue des Nounes, de la rue Tchoupitoulas à la rue Religieuses, à une piastre et dix cents par pied courant, l'ouvrage devant être fait conformément aux spécifications d'après lesquelles la vente a été faite.

(Signé) FRANS ALPUENTE,
Présid. du Cons. des Ass.-Ald.
(Signé) W. C. C. CLAIBORNE,
Présid. du Conseil des Ald.
Approuvé le 18 Decembre, 1852.
(Signé) A. D. CROSSMAN, Maire.

No 488.

Résolu que le Maire soit et demeure autorisé à contracter avec Patrick Fox, principal, et D. Falvey, caution, pour la confection du pavage en blocs carrés de la rue Annonciation. L'ouvrage sera fait et les paiements exécutés d'après les spécifications enregistrées au bureau du Voyer.

(Signé) FRANS ALPUENTE,
Président du Cons. des Ass.-Ald
(Signé) W. C. C. CLAIBORNE,
Président du Cons. des Ald.
Approuvé le 18 Décembre, 1852.
(Signé) A. D. CROSSMAN, Maire
Pour Copie conforme, H. BIER, Secrétaire.

MAIRIE DE LA NOUVELLE-ORLEANS, 21 DEC., 1852.
CONSEIL COMMUN DE LA VILLE DE LA NLLE-ORLEANS.

No 489.

Résolu que le Commissaire des Rues soit et demeure autorisé à faire placer une lampe à l'encoignure des rues Howard et Josépine.

(Signé) FRANS ALPUENTE,
Présid. du Cons. des Ass-Ald.
(Signé) W. C. C. CLAIBORNE,
Président du Cons. des Ald.
Approuvé le 18 Décembre, 1852.
(Signé) A. D. CROSSMAN, Maire.

No 490.

Résolu qu'avec l'ordre des Wharfingers, permission est accordée de laisser le sel sur la Levée, à tels endroits, entre les quais, que les dits Wharfingers pourront désigner, pendant une période de pas plus de quinze jours, sous peine d'une amende qui ne sera pas moindre de vingt-cinq piastres, et qui n'excèdera pas cent piastres, par jour, pour chaque jour pendant lequel le dit sel restera ainsi, recouvrable pardevant toute Cour de juridiction compétente.

(Signé) FRANS ALPUENTE,
Présid. du Conseil des Ass-Ald.
(Signé) W. C. C. CLAIBORNE,
Président du Cons. des Ald.
Approuvé le 18 Décembre, 1852.
(Signé) A. D. CROSSMAN, Maire.

No 491.

Résolu que le Trésorier paie, sur le mandat du Contrôleur, à G. B. Duncan, pour remboursement des frais de la Cour Suprême des Etats-Unis, dans l'affaire de Mme Gaines contre Relf, Chew et autres, avancés par le dit G. B. Duncan, la somme de cinq cent quarante-six piastres et soixante-trois cents.

Résolu que l'avocat de la ville prenne les mesures nécessaires pour recouvrer de Mme Gaines et de ses cautions, la somme de cinq cent quarante-six piastres et soixante-trois cents, montant des frais avancés dans l'affaire de Mme Gaines contre Chew, Relf et autres, à la Cour Suprême des Etats-Unis.

(Signé) FRANS ALPUENTE,
Président du Cons. des Ass.-Ald.
(Signé) W. C. C. CLAIBORNE,
Président du Cons. des Ald.
Approuvé le 18 Décembre, 1852.
(Signé) A. D. CROSSMAN, Maire.

No 492.

Résolu que le comité des Prisons et Maison de Cours soit et demeure autorisé à faire faire telles réparations qui seront nécessaires au toit de la Maison de Cours, le coût des dites réparations devant être déduit du loyer dû aux Marguilliers de l'église St. Louis pour la dite bâtisse.

(Signé) FRANS ALPUENTE,
Président du Cons. des Ass.-Ald.
(Signé) W. C. C. CLAIBORNE,
Président du Cons. des Ald.
Approuvé le 18 Décembre, 1852.
(Signé) A. D. CROSSMAN, Maire.

No 493.

Résolu que le Gardien de la Maison de Cours soit et demeure autorisé à faire faire les améliorations nécessaires au bureau du Greffier de la Seconde Cour de District, pourvu que le coût n'en excède pas soixante-quinze piastres.

(Signé) FRANS ALPUENTE,
Président du Cons. des Ass.-Ald.
(Signé) W. C. C. CLAIBORNE,
Président du Cons. des Ald.
Approuvé le 18 Décembre, 1852
(Signé) A. D. CROSSMAN, Maire.

No 494

Résolu que le salaire des officiers de la Maison de Travail de la ville, employés avant le passage de l'ordonnance réglant le gouvernement de cette institution soit et demeure fixé au douze Avril dernier.

(Signé) FRANS ALPUENTE,
Président du Cons. des Ass.-Ald.
(Signé) W. C. C. CLAIBORNE,
Président du Cons. des Ald.
Approuvé le 18 Décembre, 1852.
(Signé) A. D. CROSSMAN, Maire.

No 495.

Résolu que le Trésorier paie au Dr. M. Dowler, sur le mandat du Contrôleur, la somme de soixante-dix piastres pour soins médicaux donnés aux hommes de garde blessés pendant qu'ils remplissaient leurs devoirs, ainsi qu'il appert du compte fourni.

(Signé) FRANS ALPUENTE,
Président du Cons. des Ass.-Ald.
(Signé) W. C. C. CLAIBORNE,
Président du Cons. des Ald.
Approuvé le 18 Décembre, 1852.
(Signé) A. D. CROSSMAN, Maire.

No 496.

Résolu que le Maire soit et demeure autorisé à contracter pour les travaux suivants, l'ouvrage devant être fait et les paiements exécutés d'après les spécifications conformément auxquelles les contrats ont été vendus.

1. Avec John Ahern, principal, et MM. J. H. Carter & Co., et Wm O'Brien, cautions, pour l'éclairage de toutes les lampes à huile du Premier District, pendant un an au taux de vingt-neuf piastres par lampe.

2. Avec Patrick Flynn, principal, et Patrick Irwin, caution, pour nettoyage des rues pavées et non-pavées, et pour la réparation des rues non-pavées du Quatrième District, pendant un an, comme suit : Premier district, Dixième Ward, de la ville, pour la somme de $2,900 ; second contrat, Onzième Ward de la ville, pour la somme de $2,460 par an.

3. Avec P. L. Byrne, principal, et Patrick Irwin, caution, pour s'occuper des quatre ponts du canal Carondelet, pendant un an, pour la somme de sept cent quatre-vingt-dix-neuf piastres.

4. Avec D. S. Dewees, principal, et H. Lamb, Caution, pour l'approvisionnement de charbon de Pittsburgh à l'usage de la ville, pendant un an, au taux de cinquante cents par baril.

5. Avec E. D. White, principal, et Michael Riordan, caution, pour le nettoyage des rues du Troisième District, pendant un an, pour la somme de seize cent cinquante piastres, pour compte et risque de Thomas Barry, le premier acheteur, qui a négligé de remplir son contrat.

(Signé) FRANS ALPUENTE,
Président du Cons. des Ass.-Ald.
(Signé) W. C. C. CLAIBORNE,
Président du Cons. des Ald.
Approuvé le 18 Décembre, 1852.
(Signé) A. D. CROSSMAN, Maire.

Résolu que permission soit par la présente accordée à MM. Cook, Young & Co. de faire construire et marcher une machine à vapeur sur la propriété qu'ils occupent, au No 51, rue du Camp, pourvu qu'elle soit placée à la satisfaction du Commissaire des Rues, et existe tant qu'il plaira à ce Conseil.

(Signé) FRANS ALPUENTE,
Président du Cons. des Ass.-Ald.
(Signé) W. C. C. CLAIBORNE,
Président du Cons. des Ald.
Approuvé le 18 Décembre, 1852.
(Signé) A. D. CROSSMAN, Maire.

Résolu que le procès intenté par l'Avocat de la ville contre J. J. Cockburn, pour la somme de cinquante piastres, pour violation des ordonnances de la ville à cause de sa négligence à entourer un terrain soit discontinué, pourvu que le dit Cockburn paie tous les frais de cette affaire.

(Signé) FRANS ALPUENTE,
Président du Cons. des Ass.-Ald.
(Signé) W. C. C. CLAIBORNE,
Président du Cons. des Ald.
Approuvé le 18 Décembre, 1852.
(Signé) A. D. CROSSMAN, Ma